

Santé et Protection Animale Environnement et Nature
Service Santé Protection Animales et Environnement Nature
15 Place de la République - CS 70527
28019 Chartres Cédex

Chartres, le 23/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PORCS BEAUCE (SARL)

Lieu-dit "Les rentes"
28360 Theuville

Références : 2025-00971
Code AIOT : 0052800001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement PORCS BEAUCE (SARL) implanté Lieu-dit "Les rentes" 28360 Theuville. L'inspection a été annoncée le 17/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2025 et des Actions Nationales 2025 (rétention et stockage).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PORCS BEAUCE (SARL)
- Lieu-dit "Les rentes" 28360 Theuville
- Code AIOT : 0052800001

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Elevage de porcs à engraisser.
Elevage IED-MTD.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Élevages Rétention
- AN25 Élevages Stockage
- Fertilisation
- Fuite dans le milieu
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 5 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 6 | Consignes | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 15 | Cahier d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 16 | Émissions atmosphériques d'ammoniac | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 20 | MTD23 Émissions d'NH ₃ , production global élevage porcin ou de volailles | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 21 | MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42 | Demande d'action corrective | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-------------------|-----------------------------------|-------------------|
| 1 | Dossier | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| | installation classée | article 4 | |
| 2 | Recensement des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 | Sans objet |
| 3 | Stockage des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | Sans objet |
| 4 | Stockage des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II | Sans objet |
| 7 | Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I | Sans objet |
| 8 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 | Sans objet |
| 9 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | Sans objet |
| 10 | Collecte et stockage des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I | Sans objet |
| 11 | Stockage des effluents en zone vulnérable | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III | Sans objet |
| 12 | Rejets directs d'effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26 | Sans objet |
| 13 | Équilibre de la fertilisation | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1 | Sans objet |
| 14 | Mise à jour du plan d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d | Sans objet |
| 17 | MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42 | Sans objet |
| 18 | MTD16 Émissions | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42 | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| | atmosphérique s d'NH3, fosse à lisier | | |
| 19 | MTD18 Rejets dans le sol et dans l'eau du lisier (fosse et lagune) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42 | Sans objet |
| 22 | MTD30 Émissions atmosphérique s d'NH3, hébergement de porcs | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42 | Sans objet |
| 23 | MTD30 Émissions atmosphérique s d'NH3, hébergement de porcs | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de la présente visite d'inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un : - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Présence d'un registre dématérialisé, à jour, des effectifs présents dans l'élevage. Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté |

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Recensement des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).</p> <p>L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.</p> <p>L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Présence d'un plan des installations sur le site "Chemin du Moulin" à ALLONNES, à jour.</p> <p>Présence de 2 citernes de gaz à double paroi sur le site "Les Rentes" THEUVILLE BAIGNEAUX. Sur ce site, aucune toiture en fibrociment d'amiante.</p> <p>Présence d'un bâtiment "aliments" constitué d'une toiture en fibrociment d'amiante sur le site "Chemin du Moulin" à ALLONNES. Les bâtiments d'élevage n'ont pas de toiture amiantée.</p> <p>Les produits phytosanitaires sont stockés dans un local fermé.</p> <p>Absence de panneau photovoltaïque.</p> <p>Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Stockage des effluents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Présence d'une fosse couverte par une bâche, d'une capacité de stockage de lisier de 1700 m³ sur le site "Chemin du Moulin" à ALLONNES et de deux fosses sur le site "Les Rentes" à THEUVILLE BAIGNEAUX de capacité de stockage, pour celle couverte par bâche de 2 300 m³ et celle en tôle</p> |

| |
|---|
| <p>de 3 000 m³ pouvant être couverte par de la paille. Absence de couverture paillée, le jour de l'inspection. Présence d'une croûte naturelle.</p> <p>Présence d'un regard pour vérifier les fuites.</p> <p>Capacité de stockage du lisier sous les bâtiments, 300 m³ sur le site "Chemin du Moulin" à ALLONNES.</p> <p>La capacité de stockage est de 6 mois et demi. Pas de débordement de lisier, le jour de l'inspection.</p> <p>Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Stockage des effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Toutes les fosses sont semi-enterrées. Deux fosses sont couvertes par une bâche et une fosse est recouverte par de la paille, hors période d'épandage. Présence d'une croûte naturelle, le jour de l'inspection.</p> <p>Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>-----</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » |

;

- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;

- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;

- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;

- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

L'ancienne fosse à lisier de 1500 m³ sert de réserve incendie sur le site "Les Rentes" à THEUVILLE BAIGNEAUX.

Le site "Chemin du Moulin" à ALLONNES peut avoir accès à la réserve incendie située en bordure de la nationale.

Présence d'une facture d'achat de 7 extincteurs (février 2023).

Présence de vannes de barrage au niveau des deux citernes de gaz et à l'entrée du bâtiment d'élevage sur le site "Les Rentes" à THEUVILLE BAIGNEAUX.

Présence du compte rendu de vérification des installations électriques (Q18) en date du 14 et 15 mai 2024 sur les sites de THEUVILLE BAIGNEAUX et d'ALLONNES. La vérification électrique est à prévoir en 2025.

La coupure électricité est effectuée au général.

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel d'urgence sont affichées près de l'entrée des bâtiments d'élevage et sont aussi présentes dans le registre d'élevage sur le site "Chemin du Moulin" à ALLONNES.

Constat du 15/05/2025 : Absence de vérification annuelle des 7 extincteurs, depuis leur achat.

Absence de vérification des installations électriques en 2025.

Absence de tenue de registre des risques pour la vérification des extincteurs, de l'électricité et le suivi des non-conformités.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Effectuer la vérification des 7 extincteurs, annuellement.

Prévoir la vérification électriques en 2025 sur les sites d'élevage.

Mettre en place un registre des risques (extincteurs et électricité) pour la vérification et le suivi des non-conformités.

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 6 : Consignes

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les consignes précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ; -les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ; -les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. |
| <p>Constats :</p> <p>Présence sur le site "Chemin du Moulin" à ALLONNES, du document unique d'évaluation des risques professionnels de l'élevage, signé par le personnel avec des consignes écrites.</p> <p>Présence de produits désinfectants avec des fiches de sécurité.</p> <p>Présence d'un plan des zones à risques dans le registre d'élevage à ALLONNES.</p> <p>Constat du 15/05/2025 : Absence de signalisation affichée sur le site d'ALLONNES et de THEUVILLE BAIGNEAUX "interdiction de fumer, interdiction d'apporter du feu"</p> <p>Absence de procédures écrites en cas d'incendie sur les sites d'élevage.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Afficher sur les sites d'ALLONNES et de THEUVILLE BAIGNEAUX des panneaux signalétiques "interdiction de fumer, interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque".</p> <p>Rédiger une procédure écrite à suivre par le personnel en cas d'incendie dans l'élevage et l'insérer</p> |

| |
|--|
| dans le registre DUERP. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 7 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Présence d'une cuve à GNR double-paroi de 2000 litres.</p> <p>Les produits de nettoyage et de désinfection sont stockés dans un local clos et fermé à l'extérieur de la zone d'élevage.</p> <p>Présence de fiches de données des produits affichés dans le SAS du site "Chemin du Moulin" à ALLONNES.</p> <p>Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté.</p> |

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 8 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.</p> <p>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Prélèvement d'eau au forage pour l'abreuvement des porcs.</p> <p>Présence d'une analyse bactériologique du forage réalisée en date du 2 avril 2025.</p> <p>Présence de pipettes pour une consommation raisonnée en eau.</p> <p>Présence d'un registre informatisé de consommation d'eau tenu à jour mensuellement (entre 33 et 49 m³/jour).</p> <p>Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le</p> |

| |
|---|
| fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code. |
| Constats : Présence d'un compteur d'eau au niveau du forage et un par site d'élevage. Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Collecte et stockage des effluents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Présence d'un plan des réseaux de collecte des effluents. Les eaux de lavage sont récupérées. Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Stockage des effluents en zone vulnérable

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier. |
| Constats : Présence de plusieurs fosses à lisier d'une capacité de stockage des effluents de 6 mois et demi. Les eaux de lavage sont récupérées (caillebotis) et partent dans le lisier. Présence d'une canalisation enterrée pour l'acheminement des effluents des bâtiments d'élevage vers les fosses à lisier. Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté. |

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 12 : Rejets directs d'effluents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 26 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués. Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.</p> <p>L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5. Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ; - par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ; - sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ; - pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA). |
| <p>Constats :</p> <p>Présence d'un plan d'épandage. Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Équilibre de la fertilisation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-1 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.</p> <p>Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la stagnation prolongée sur les sols ; - le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ; - une percolation rapide vers les nappes souterraines. |
| <p>Constats :</p> <p>Présence d'un plan prévisionnel de fumure établi en accord avec la réglementation en vigueur. Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté.</p> |

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Mise à jour du plan d'épandage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le plan d'épandage est inchangé. Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 15 : Cahier d'épandage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations ci-dessous :</p> <p>2- les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ;</p> <p>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</p> <p>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Présence du plan prévisionnel de fumure et du cahier de fertilisation.</p> |

| |
|--|
| <p>La SARL PORCS BEAUCE épand sur ses terres et a deux prêteurs de terre.</p> <p>Constat du 15/05/2025 : Absence de présentation des bordereaux cosignés par l'exploitant et les prêteurs de terre.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre les bordereaux de suivi des effluents co-signés avec l'exploitant et les deux prêteurs de terre.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 30 jours</p> |

N° 16 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La déclaration GERE est partiellement conforme.</p> <p>Constat du 15/05/2025 : Déclaration GERE n'a pas pu être vérifiée avec le BRS de l'année 2023.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le BRS PORCS 2024 pour vérifier la déclaration GERE.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 30 jours</p> |

N° 17 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, MTD 3</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> |

Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles

Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.

Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes.

Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.

Constats :

Le responsable d'élevage a indiqué une alimentation multiphase est donnée à chaque stade du développement de l'animal.

Présence des formules d'aliments donnés aux porcs.

Aucun ajout de quantité d'acides aminés qui sont présents dans les compléments alimentaires.

Aucun ajout d'additifs autorisés pour l'alimentation animale afin de réduire l'azote totale excrété.

Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : MTD16 Émissions atmosphériques d' NH_3 , fosse à lisier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 16

Prescription contrôlée :

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant d'une fosse à lisier, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous :

a- Conception et gestion appropriées de la fosse à lisier, par une combinaison des techniques suivantes: 1. réduction du rapport entre la surface d'émission et le volume de la fosse à lisier;

2. Réduire la vitesse du vent et les échanges d'air à la surface du lisier en maintenant un plus faible niveau de remplissage de la fosse;

3. Réduire le plus possible l'agitation du lisier.

b- Couvrir la fosse à lisier. À cet effet, il est possible d'utiliser une des techniques suivantes:

1. couverture rigide;

2. couvertures souples;

3. couvertures flottantes, telles que: - balles en plastique; - matériaux légers en vrac; - couvertures souples flottantes; - plaques géométriques en plastique; - couvertures gonflables; - croûte naturelle; - paille.

.....
c- Acidification du lisier.

Constats :

Deux fosses à lisier sont couvertes par une bâche plastique sur chaque site.
L'agitation du lisier est réalisé juste avant l'épandage.
Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : MTD18 Rejets dans le sol et dans l'eau du lisier (fosse et lagune)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 18

Prescription contrôlée :

Afin de prévenir les émissions dans le sol et les rejets dans l'eau résultant de la collecte, du transport par conduites et du stockage du lisier en fosse et/ou en lagune, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous :

a- Utilisation de fosses résistant aux contraintes mécaniques, chimiques et thermiques.

b- Choix d'une installation de stockage d'une capacité suffisante pour contenir le lisier pendant les périodes durant lesquelles l'épandage n'est pas possible.

c-Construction d'installations et d'équipements étanches pour la collecte et le transfert de lisier (par exemple, puits, canaux, collecteurs, stations de pompage)

| |
|--|
| <p>-----</p> <p>d- Stockage du lisier dans des lagunes dont le fond et les parois sont imperméables, par exemple tapissées d'argile ou d'un revêtement plastique.</p> <p>-----</p> <p>e- Installation d'un système de détection des fuites consistant, par exemple, en une géomembrane, une couche de drainage et un système de conduits d'évacuation.</p> <p>-----</p> <p>f- Vérification de l'intégrité structurale des ouvrages de stockage au moins une fois par an.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les sites d'ALLONNES et de THEUVILLE BAIGNEAUX disposent de fosses résistantes aux contraintes mécaniques, chimiques et thermiques et sont suffisamment dimensionnées pour contenir le lisier pendant les périodes durant lesquelles l'épandage n'est pas possible.</p> <p>Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 20 : MTD23 Émissions d'NH₃, production global élevage porcin ou de volailles

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, MTD 23</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire les émissions d'ammoniac résultant du processus de production global de l'élevage porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.</p> <p>Estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en oeuvre dans l'installation d'élevage.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La déclaration GEREP est partiellement conforme.</p> <p>Constat du 15/05/2025 : Les émissions d'ammoniac ne sont pas vérifiables.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre le module GEREP 2024 pour permettre la vérification des émissions d'ammoniac.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 30 jours</p> |

N° 21 : MTD24 Surveillance azote et phosphore excrétés dans les effluents d'élevage

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, MTD 24</p> |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage</p> <p>Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux.</p> <p>-----</p> <p>Estimation, au moyen d'une analyse des effluents d'élevage visant à déterminer la teneur en azote total et en phosphore total.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Calcul par le Bilan Réel Simplifié (BRS 2024)</p> <p>Constat du 15/05/2025 : Il a été transmis le BRS PORCS 2023 au lieu de celui 2024. Ce point ne peut être vérifié sans la transmission du BRS 2024.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En attente de transmission du BRS PORCS 2024 pour vérifier ce point de contrôle.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 30 jours</p> |

N° 22 : MTD30 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement de porcs

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, MTD 30</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>0. Fosse profonde (dans le cas d'un sol en caillebotis intégral ou en caillebotis partiel) uniquement si couplée à une mesure d'atténuation supplémentaire, par exemple: - une combinaison de techniques de gestion nutritionnelle; - un système d'épuration d'air; - la réduction du pH du lisier; - le refroidissement du lisier.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les porcs sont élevés sur caillebotis intégral avec évacuation directe vers les fosses de stockage à lisier.</p> <p>Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 23 : MTD30 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement de porcs

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, MTD 30</p> |

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Évacuation fréquente du lisier par chasse (dans le cas d'un sol en caillebotis intégral ou en caillebotis partiel).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le sol en caillebotis intégral permet l'évacuation du lisier par chasse dans les bâtiments d'élevage fréquemment.</p> <p>Constat du 15/05/2025 : pas d'écart constaté.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |